

## Une feuille de route vers des élections libres au Burundi

RFI, 14 mars 2013 Un point final a été mis, mercredi 13 mars 2013, au premier dialogue politique ayant regroupé toute la classe politique burundaise, dont plusieurs leaders d'opposition de retour d'exil. Elles se sont déroulées en terrain neutre dans les bureaux des Nations unies au Burundi et sous l'égide de l'organisation internationale. Les pourparlers ont abouti à la signature d'une feuille de route supposée conduire le pays vers des élections générales libres et apaisées en 2015. Apparemment, c'est un franc succès. Le travail abattu en trois jours de discussions est impressionnant. Il va des grandes lignes du cadre légal dans lequel devront être organisées les élections de 2015, aux principes qui vont gouverner leur gestion.

Rédaction consensuelle d'un nouveau code électoral, adoption du bulletin de vote unique, création d'organes charnières contentieux ou encore regroupement de divers scrutins sur une seule journée, pouvoir et opposition burundais espèrent que tout a été prévu afin d'éviter cette fois le fiasco électoral de 2010. Dès après le président du parti d'opposition Mouvement pour la solidarité et la démocratie (MSD), Alexis Sinduhije, de retour d'exil, a déclaré l'objectif de l'atelier d'élaboration d'une feuille de route. Nous avons la feuille de route. Et la feuille de route tient compte de tout. Elle est exhaustive mais ce n'est pas fini. C'est le début. Des précisions pour un débat plus large. La balle se trouve désormais dans le gouvernement burundais qui doit présenter rapidement un chronogramme des futures rencontres. Le gouvernement s'est engagé à mettre en application cette feuille de route et à élaborer un calendrier indicatif avec la collaboration des partenaires politiques, annonce le ministre de l'Intérieur, Edouard Nduwimana. Et d'ici quelques jours, on va continuer ce débat comme nous l'avons dit. Et le débat d'aujourd'hui ne constitue que des précisions pour un débat plus inclusif. Tout cela doit se faire sous l'œil attentif de l'ONU et des principaux bailleurs de fonds de ce pays, qui sont les garants de la mise en œuvre de cette feuille de route.